

En quête d'indicateurs pertinents

Avant même de commencer à explorer les futurs possibles, nous devons essayer de nous forger une représentation aussi fidèle que possible de la situation actuelle, des tendances lourdes et émergentes qu'elle recèle et de leurs conséquences possibles.

Cette tâche, à elle seule, constitue un défi majeur car, suivant le lieu à partir duquel on l'observe et les lunettes que l'on chausse — aucune d'entre elles n'étant neutre — la réalité apparaît toute différente. Et, comme le progrès des sciences passe généralement par leur spécialisation croissante, chacune d'entre elles nous invite à considérer un aspect particulier au détriment de l'indispensable vue d'ensemble.

Chaque discipline se dote ainsi d'instruments d'observation et de mesure, échafaude le cas échéant des théories explicatives pour rendre compte et expliquer certains phénomènes, plus ou moins artificiellement isolés de leur contexte. Il y aurait beaucoup de choses à dire de la pertinence de ces indicateurs et des données ainsi recueillies, chaque discipline pour son compte, sur certains phénomènes particuliers — voire sur la part d'idéologie qui

entre dans la définition de ces paramètres, ensuite utilisés pour justifier le bien-fondé des théories.

Je n'en prendrai que deux exemples souvent dénoncés dans nos colonnes. Le premier concerne les performances d'emploi que beaucoup prétendent mesurer à l'aune du taux de chômage, alors que celui-ci n'a pas grand sens s'il n'est pas, au minimum, assorti d'une précision sur le taux d'activité. L'indicateur pertinent, en l'espèce, n'est-il pas plutôt le taux d'emploi, c'est-à-dire la proportion de la population d'âge actif qui se trouve effectivement au travail ?

Le deuxième exemple est cité pour souligner la fragilité de nos théories. Il concerne le lien entre la croissance économique et l'emploi. Leur évolution, mesurée en taux de croissance annuelle, révèle un étrange parallélisme qui incite à penser qu'une corrélation étroite les relie. Mais l'évolution de ces deux mêmes variables, sur une identique période, cette fois mesurée en indice, témoigne d'un écart grandissant qui donne à penser que les liens de causalité — s'ils existent — sont assurément plus complexes qu'on ne le dit.

Il y a de multiples manières de présenter les choses et nul ne contestera qu'elles ont toutes une certaine pertinence. Mais, en fonction de celle qu'on adopte, la perception des évolutions observées diffère et, a fortiori, les points de vue sur l'avenir.

Que dire alors du défi auquel se trouvent exposés ceux qui, prétendant parler de la dynamique globale de nos sociétés, s'efforcent en conséquence, par-delà les découpages disciplinaires, d'avoir une vue d'ensemble, nourrie de l'apport particulier de chaque discipline ? Ils sont, à l'évidence, confrontés à une hétérogénéité de données — quantitatives et qualitatives — et à une multitude de théories élaborées à des fins particulières qu'ils ont grand-peine à « recoller » les unes aux autres pour en tirer une vision globale.

Ils cèdent donc volontiers à la tentation d'utiliser des indicateurs synthétiques qui, tous à leur manière, impliquent des pondérations fort discutables entre, par exemple, le niveau d'éducation, la situation sanitaire, le revenu par tête et les libertés individuelles. Jean Baneth nous montre dans ce numéro combien le procédé cependant est contestable et le résultat douteux.

Les économistes en cette matière ont fait preuve d'une grande sagesse

en limitant leurs analyses aux seuls phénomènes mesurables à l'aune monétaire. Ils bénéficient ainsi d'une unité de compte qui leur permet d'établir, ex post, des pondérations — voire, des corrélations — qui, à leur tour, donnent lieu à des théories résistant plus ou moins bien à l'épreuve du temps.

Mais — c'est une banalité de le dire — bien des facteurs qui échappent à ce type de mesure jouent un rôle essentiel dans le comportement des individus et la dynamique de nos sociétés. Beaucoup de choses qui nous sont chères ne valent rien en termes monétaires. Laisser donc aux économistes le monopole du discours sur la société nous expose à de dangereuses méprises et à de grandes erreurs stratégiques.

Nous avons donc besoin de resituer à sa juste place une discipline qui tend à devenir envahissante et à nous réinvestir dans une réflexion plus globale sur la dynamique générale de nos sociétés. Telle est l'ambition de la prospective. Mais cela signifie qu'un immense travail reste à faire pour nous doter d'indicateurs pertinents et finalement d'un tableau de bord des grandes tendances.

Hugues de Jouvenel